

Congo-Kinshasa Furie meurtrière au Kasai

L'insurrection déclenchée en 2016 par la mort du chef traditionnel Kamwina Nsapu a été suivie d'une répression implacable. Massacres, exodes et crise alimentaire ont plongé cette région marginalisée de la République démocratique du Congo dans un conflit sans fin

PIERRE BENETTI
PROVINCES DU KASAÏ ET
DU KASAÏ-CENTRAL (RDC) - *envoyé spécial*

Vue du ciel, Kananga ressemble à une grande ville. Plantée au milieu d'immenses plateaux de savane déboisés, cernée de rivières épaisses et boueuses, la capitale de la province du Kasai-Central, au milieu de la République démocratique du Congo (RDC), possède sa gare et son siège du gouvernement, sa large avenue Patrice-Lumumba, sa cathédrale Saint-Clément en brique rouge.

En fait, Kananga consiste en un agrégat de vestiges coloniaux et d'habitats de fortune, où près de un million d'habitants vivent difficilement de la débrouille. En 1960, l'ancienne Luluabourg, bâtie par les Belges sur la rivière Lulua, était pressentie pour être la capitale du Congo devenu indépendant. Aujourd'hui, c'est une enclave inactive, où s'arrêtent peu de voyageurs. Ses commerçants s'approvisionnent à Lubumbashi, la riche capitale du Katanga, à une semaine de train – quand les vieux wagons arrivent à destination. La dernière usine de la ville, une brasserie, a fermé en 2014. Pas de voitures, des marchés dégaranis. Peu d'eau et d'électricité. Encore moins de travail. Même le panneau de bienvenue, à l'entrée de la ville, s'est effondré.

« JOSEPH KABILA NOUS A TRAHIS »

A un carrefour, un jeune homme en chemi-

sette blanche, le front couvert d'acné, vend des sodas et des allumettes dans une guérite en bois. Le visage de Paul (son nom a été changé), 21 ans, affiche l'air désœuvré de l'innombrable jeunesse issue de la paysannerie kasaienne. Il a étudié jusqu'à l'école secondaire, il a même enseigné pendant trois ans, mais l'Etat congolais paie rarement ses fonctionnaires. Afin de parler discrètement, le jeune homme s'assied sur la terrasse d'une maison coloniale vermoulue, où vit le notable sans le sou qui l'héberge. « *Mes parents cultivent*, dit Paul dans un français hésitant. *Ils ont une vie mauvaise. Pour gagner 5 000 francs [moins de 2 euros], il faut passer plusieurs jours dans les champs. Joseph Kabila nous a trahis.* »

Aux élections de 2006 et 2011, Joseph Kabila, le président de la RDC, au pouvoir depuis 2001, a recueilli ses plus mauvais scores ici, dans ce Grand Kasai divisé en cinq provinces, où l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), le principal parti d'opposition fondé par Etienne Tshisekedi, l'enfant du pays décédé en février 2017, compte de nombreux militants. La population de l'arrière-pays n'a jamais ressenti les bénéfices de l'exploitation des mines de diamant, première source de devises du pays jusque dans les années 2000. La chute de l'activité a poussé des milliers de jeunes, semblables à Paul, vers Kinshasa, la capitale.

Le sentiment de détresse sociale et l'opposition au régime de Kabila ne sont pas propres aux Kasaiens. C'est peut-être même ce qui

unit le plus les 80 millions d'habitants de la RDC, cet immense pays qui se délite à petit feu dans une crise générale devenue ordinaire, et dont personne ne perçoit la fin. L'incertitude a été renforcée par le report de l'élection, qui a maintenu Joseph Kabila au pouvoir en dépit du terme de ce qui devait être son second et ultime mandat, le 19 décembre 2016. Pour le voir partir, l'UDPS espère toujours l'organisation d'un scrutin pour l'instant prévu... le 23 décembre 2018. Au mirage électoral, d'autres, comme Paul, ont préféré les armes.

Parmi les nombreuses régions marginalisées par Kinshasa, le Kasai s'est distingué en entrant, à partir de l'été 2016, dans une violente révolte contre l'Etat-parti de Kabila. Alors que les manifestations demeurent interdites dans les grandes villes, le rapport de force s'est installé dans les campagnes. Cette vaste insurrection populaire est née d'un conflit assez ordinaire en RDC : un chef coutumier, Kamwina Nsapu, n'était pas reconnu par les autorités. « *Le régime voulait mettre la main sur le vote des Kasaiens et sur l'influence de Kamwina Nsapu, mais ce chef avait un esprit d'indépendance* », raconte un proche, qui souhaite rester anonyme. Des habitants, de plus en plus nombreux, de son territoire de Dibaya, puis de toute la région, ont suivi ses diatribes contre la remise en question de la coutume, mais aussi contre le racket quotidien de la population par les différents services de l'Etat. La *tshiota*, le « feu » autour duquel les chefs coutumiers du Kasai règlent

les conflits locaux, est devenue un lieu de meetings politiques. Tous les Luba du Kasai, vaste ensemble de populations kasaiennes parlant la langue tshiluba, ont été appelés à s'unir contre l'Etat, assimilé à une puissance étrangère tenue par des responsables issus des provinces de l'Est.

A 800 kilomètres de là, sur les hauteurs huppées de Kinshasa, un homme, reclus dans sa villa, insiste sur les tentatives de négociations qui ont eu lieu avec le chef en colère. A l'époque, Alex Kande, 67 ans, était encore gouverneur du Kasai-Central. Rappelé par Joseph Kabila, il a été ciblé par des sanctions européennes et destitué par son Assemblée (en octobre 2017), qui l'accuse de détournements d'argent public. Alex Kande souhaite

avant tout se défendre d'avoir attisé la colère de Kamwina Nsapu. « *Ce chef était décidé à en découdre*, dit-il. *Avec le recul, je réalise que ce conflit était surtout lié à l'agenda politique national.* » Aucun notable de Kananga n'a réussi à réconcilier les deux camps. Jusqu'à l'élimination du chef Kamwina Nsapu par les forces de sécurité, le 12 août 2016.

C'est alors la première fois que Paul rencontre d'autres colères que la sienne. Il ne croit pas au décès de Kamwina Nsapu, dont le corps n'a pas été inhumé publiquement. Pendant un an, toute une partie de l'arrière-pays rural du Kasai, constituée en milices dont on connaît encore mal les hiérarchies et le fonctionnement, s'est levée comme un seul homme pour venger l'esprit du mort blasphémé – fait sans précédent, ses « fêtes » ont été profanés. « *Kamwina Nsapu nous dirigeait, même s'il n'était pas présent physiquement*, explique le jeune homme. *Il nous a dit de chasser Kabila du pouvoir.* »

En septembre 2016, un ami a convaincu Paul de rejoindre ce qu'il appelle d'un air grave « *le mouvement* » ou « *les éléments* ». Pour les autorités, ce sont des « *terroristes* ». Il se rend à une *tshiota*, où un cueilleur de noix de palme, au cours d'une cérémonie, administre des drogues en poudre et de l'alcool de maïs à la foule. A partir de ce « baptême », Paul, surnommé « l'Apôtre », a intégré la milice : deux cents jeunes, affirme-t-il, parmi lesquels des filles et des enfants, armés de machettes, de bâtons, de couteaux et de vieux fusils calibre 12.

« ON JETAIT DES GENS DANS LA RIVIÈRE »

Ces bandes ont essaimé et circulé sur plusieurs centaines de kilomètres, attaquant tout ce qui ressemblait de près ou de loin à l'Etat : bureaux des administrations, mais aussi le peu d'écoles et de centres de santé encore en activité dans la région ; fonctionnaires ou partisans de Joseph Kabila, mais aussi chefs coutumiers réfractaires. Les victimes ont été le plus souvent décapitées. Pas d'enterrement ni de période de deuil, car leurs restes servaient de « trophées » aux *balume ba mvita* (« hommes de guerre », en tshiluba). « *On installait des barrières sur les routes, on attaquait les policiers et les militaires, mais on laissait la population sauve*, insiste Paul, avant un silence. *J'ai participé à beaucoup de batailles. Je ne sais pas combien de personnes j'ai tuées : peut-être vingt par jour.* »

La bande écuma la région pendant six mois, le plus souvent pieds nus. L'ami qui a mené Paul au « baptême » est tué dans un affrontement. A Nganza, une commune de Kananga contrôlée plusieurs semaines par les miliciens, Paul dérobe une kalachnikov sur le cadavre d'un militaire. En mars 2017, il atteint les abords de Tshikapa, dans la province voisine du Kasai, à 200 kilomètres à

l'ouest de Kananga. Après, c'est Kikwit, puis Kinshasa, le cœur du pouvoir congolais. En face, la débandade de la police est telle que le président décrète, le 9 mars, une « zone opérationnelle spéciale » pour l'armée. Même si les autorités n'ont jamais prononcé le mot de « guerre », les opérations sont censées « pacifier » le Kasai. Depuis, les Nations unies ont recensé au moins 89 fosses communes dans la région. Le bilan de l'Eglise catholique congolaise et d'un collectif d'ONG locales fait état d'au moins 5 000 morts. Quant au gouvernement, un an après le début des violences, il reconnaît le chiffre de 1 500 personnes tuées.

D'autres miliciens étaient arrivés à Tshikapa avant Paul. Assis au milieu des broussailles qui entourent le centre de santé Ditekemena, à la sortie de Tshikapa, un médecin se rappelle « *la bataille du 4 décembre* ». Il préfère la raconter sous le sceau de l'anonymat, « *car, au Kasai, la terreur se poursuit* ». « *C'était le début de nos événements malheureux*, dit-il. *Les gens fuyaient vers l'hôpital. Les militaires cherchaient les miliciens partout, y compris ici. On tirait à bout portant. On jetait des gens dans la rivière. Certains, en fuyant, tombaient dans les trous de mines de diamants. Il y avait des cadavres sur les routes. Moi, je voulais soigner tout le monde. J'ai réussi à faire une césarienne, mais la femme a fui avec son bébé le jour de son accouchement.* »

Un an après la bataille, une foule de patients remplit la cour, les marches, les couloirs de l'établissement. L'eau de Javel peine à couvrir les odeurs écœurantes. Tshenda Kazali, une marchande de 44 ans, est assise sur un lit de ferraille, dans le coin d'une chambre nue. « *Dans notre village, Kabumba, tout a été perdu*, dit-elle. *Les boutiques, les champs, les mines de diamants, les moulins à manioc. Ils étaient une quinzaine de miliciens. Les militaires en ont tué neuf et les ont enterrés sur place. J'en connaissais sept parmi eux.* » Le bout de son bras droit est bandé de sparadrap et de compresses. Fracturé par une balle, il a été amputé hier. A l'hôpital de Ditekemena, il n'y a pas d'autre moyen pour lutter contre la gangrène.

A Kabumba, la « guerre des Kamwina Nsapu » a pris la forme d'une jacquerie visant les partisans et profiteurs du système. « *Il y avait beaucoup de rancunes*, dit Tshenda Kazali avec regret. *Ils accusaient notre famille d'être dans les affaires de l'Etat, d'avoir de l'argent grâce à la politique. Tous les hommes qui travaillaient pour le régime étaient menacés.* » Parmi eux, son père, qui fut administrateur, et son frère, candidat aux élections législatives du Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD), la mouvance de Joseph Kabila. Elle fut la seule blessée de la famille. Son frère, par ailleurs chef de son village, vit réfugié à Tshikapa, de peur de retomber sur des miliciens.

DES ERRANTS, NE SACHANT OÙ ALLER

Au cours de l'année 2017, l'hôpital de Ditekemena a vu arriver toutes les victimes d'une crise qui n'a fait qu'empirer sous différentes formes. Des endeuillés et des blessés, par balles et par machette. Puis des affamés, incapables de cultiver leurs champs puisqu'ils ont dû fuir. Des errants, ne sachant où aller. L'Organisation internationale des migrations (OIM) estime que plus de 1 million de personnes ont quitté leur foyer au Kasai, un des plus grands déplacements de populations en Afrique. Enfin sont arrivés des habitants fuyant « *la guerre ethnique* ». Ceux-là venaient en particulier du territoire de Kamonia, au sud de Tshikapa, près de la frontière angolaise.

Jusqu'à peu, un fragile équilibre de populations, issues de différentes vagues migratoires qui ont défini majorités et minorités

ethniques, prévalait dans cette partie du Kasai. L'ethnisation du conflit a mené les uns à se revendiquer plus « kasaiens » que les autres. « *Au début, on se battait contre les Ntenda, les rivaux de Kamwina Nsapu. Puis contre les militaires. Ensuite contre les Tchokwe et les Pende, car ils chassaient les Luba, les vrais Kasaiens* », confirme Paul.

D'après des témoignages concordants, y compris ceux recueillis par la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), l'arrivée des combattants luba a été suivie de la mobilisation d'une contre-milice composée d'habitants tchokwe, pende et tetela, armée par certains notables de Tshikapa, appelés les « Bana Mura » par la population. Ce nom, qui fait référence à un cours d'eau du Katanga, la région d'origine de la famille Kabila, désigne la Garde présidentielle, les troupes d'élite du président, qui évoluent parfois hors du contrôle de l'état-major. D'après le rapport de la FIDH, les Bana Mura, mobilisés par certains chefs coutumiers et membres des forces de sécurité, ont principalement agi dans le territoire de Kamonia, à la frontière avec l'Angola.

L'HOPITAL DE DITEKEMENA A VU ARRIVER DES ENDEUILLÉS ET DES BLESSÉS, PAR BALLES ET PAR MACHETTE, PUIS DES AFFAMÉS

Les rares traces de ces violences contre les Luba du Kasai, qui se sont déroulées à huis clos et en l'absence de journalistes autorisés à se rendre sur place, sont visibles sur la piste qui relie Tshikapa à Kamonia. Avancé mètre après mètre dans la végétation dense, la Jeep de la Mission de l'organisation des Nations unies en République démocratique du Congo (Monusco) cahote depuis deux heures quand apparaissent les premiers tas de terre ocre et de bois calciné. De la vie d'autrefois, il reste des bassines percées, des vêtements roulés en boule, de vieilles lampes à pétrole. Ces maisons détruites se multiplient le long des 75 kilomètres parcourus par la patrouille. « *Certaines fumaient encore à notre arrivée, en juillet* », raconte un soldat ghanéen de la Monusco, dont les huit bases au Kasai ont été ouvertes après les violences. A quelques pas, des femmes séchent du manioc, des hommes jouent aux dames avec des capsules de bière, des enfants poussent des vélos surchargés de marchandises. Il n'y a plus un Luba dans les villages pende et tchokwe. Les ruines font déjà partie du paysage.

Acculés par la répression de l'armée et la riposte des milices Bana Mura, les miliciens Kamwina Nsapu ont perdu du terrain. Après une arrestation et une évasion, Paul a quitté le mouvement lorsqu'il s'est aperçu qu'il n'était pas plus payé par la milice que par l'Etat. Ses parents ne savent toujours pas qu'il en était membre. Eux aussi, comme des centaines de milliers de Kasaiens, ont dû se cacher pendant plusieurs mois dans les brousses et les forêts. « *A cause de cette guerre*, confie Paul, mes

parents manquent encore plus de nourriture.»

IDENTITÉS MANIPULÉES

L'absence de perspectives dans cette zone délaissée de la RDC a transformé une révolte à la mémoire d'un chef disparu en une insurrection politique et meurtrière. Une telle insurrection populaire ne s'était pas vue depuis la rébellion « Simba », en 1964. Démarrée dans les maquis voisins du Kwilu, elle était parvenue à contrôler la moitié du jeune Congo indépendant. Cette tentative n'a pas pu résister à la répression d'un régime concentré sur son seul maintien au pouvoir et soutenu diplomatiquement par ses voisins. Peu structurée, sans relais politiques extérieurs, la révolte du Kasai n'a fait que renforcer un peu plus la dé-

gradation générale de la situation politique et sociale congolaise. Ses aspirations ont rapidement été recouvertes par les passions identitaires manipulées de communautés privées de toute représentation nationale.

Un an après la fin du mandat de Joseph Kabila et un an avant l'élection qui doit désigner son successeur, le Kasai est ainsi devenu le principal foyer d'instabilité de ce pays-continent qui compte neuf frontières. Il fait désormais partie de ces nombreuses zones où la population accuse les forces de sécurité d'avoir « carte blanche ». La crise a sapé toutes les structures sociales locales, en particulier celles du monde agricole, dévasté par les violences et les mouvements de populations.

Après les massacres et la fuite, les Kasaiens doivent désormais affronter une grave crise alimentaire. L'instabilité a déjà débordé sur l'Angola, qui accueille 30 000 réfugiés et a maintenu sa frontière fermée, provoquant l'asphyxie du commerce local. Même s'ils ont diminué, des affrontements sporadiques ont encore lieu au sud de Tshikapa. Des poches de miliciens demeurent actives dans la province de Lomami. « Une résurgence du mouvement est à craindre si les élections ne sont pas organisées en 2018 », estime un haut responsable des Nations unies en RDC. Le 2 janvier, lors d'affrontements près de l'aéroport de Kananga, trois miliciens présumés ont été tués par balles et un militaire blessé à la machette. Le Kasai connaît une accalmie trompeuse. ■

Des chefs coutumiers au cœur de la crise

À KASALA, DANS LE SUD de la République démocratique du Congo (RDC), une seule maison n'avait pas l'air d'un abri de fortune. C'était celle de Bruno Ndala, le chef coutumier. De son « palais », il ne reste aujourd'hui qu'un transat désossé au milieu des ruines. Sa maison a été détruite par les miliciens Kamwina Nsapu en avril 2017. « Nous attendons son retour », disent les habitants, regards hagards après des mois de fuite. Comme de nombreux représentants « traditionnels » de la région du Kasai, Bruno Ndala, 41 ans, vit « en exil ». C'est à des milliers de kilomètres de la terre de ses sujets et de ses ancêtres, que cet ancien diamantaire tient audience, dans un café de Kinshasa, la capitale de la RDC.

La crise du Kasai, qui a conduit à la mort d'au moins 5 000 personnes depuis l'été 2016, a été déclenchée par la mort d'un chef, dont les miliciens ont repris le nom : Kamwina Nsapu, de son nom civil Jean-Pierre Mpandi. Le 12 août 2016, il est tué au cours d'une opération des forces de sécurité. Et ses « fétiches », profanées. Un fait inédit en RDC, où les représentants dynastiques d'une terre et d'un

peuple conservent une part essentielle du pouvoir local. Plus que l'Etat, moqué ou craint par la population, la chefferie est l'une des rares institutions encore plus ou moins valides en RDC. « La crise a été déclenchée lorsque la politique s'est mêlée des affaires coutumières », explique un universitaire de Kananga, la capitale du Kasai-Central, qui tient à l'anonymat.

Réputé réfractaire au régime

Né en 1966, Jean-Pierre Mpandi était le 6^e chef des Bajila Kasanga, un peuple établi autour de Kananga et Tshikapa. Après avoir vécu en Afrique du Sud, ce médecin « traditionnel » était revenu dans son territoire pour succéder à son oncle, un colonel des Forces armées zaïroises (FAZ), l'armée congolaise au temps de Mobutu. Mais moins conciliant que son prédécesseur avec le régime de Joseph Kabila, le nouveau chef n'a pas été reconnu par le gouverneur de la province. « Si un chef déplaît, ou s'il refuse de payer une somme, explique un représentant de la société civile de Tshikapa, le régime ne le reconnaît pas, voire soutient un concurrent. C'est ce qui est arrivé. » Au profit de l'un de ses cousins et chef voisin rival : Ntenda.

Cette affaire n'est que la partie émergée de la déstabilisation du pouvoir coutumier, accentuée par le maintien au pouvoir de Joseph Kabila. Au Kasai, les nombreuses divisions administratives avaient déjà multiplié les conflits entre rivaux. Le soutien officiel à certains chefs dans les querelles d'héritage les a exacerbés. Chef incontournable au Kasai, mort en février 2016, le sénateur Emery Kalamba, roi des Bashilange, dont dépend le Kamwina Nsapu, était réputé réfractaire au régime. Il a été remplacé à la tête de l'association des chefs par Albert Mbweshi, frère d'Evariste Boshab, ministre de l'intérieur à l'époque, l'un des rares Kasaiens présents au sommet du pouvoir.

M. Boshab, juriste de formation, a

longuement réfléchi au droit coutumier et au maintien de Joseph Kabila au-delà de la limite constitutionnelle. Il présidait l'Assemblée nationale quand, en 2015, la loi sur le statut des chefs a été mise en œuvre. Plus que leur neutralité, elle établit leur caractère « apolitique », c'est-à-dire le principe de leur non-opposition aux auto-

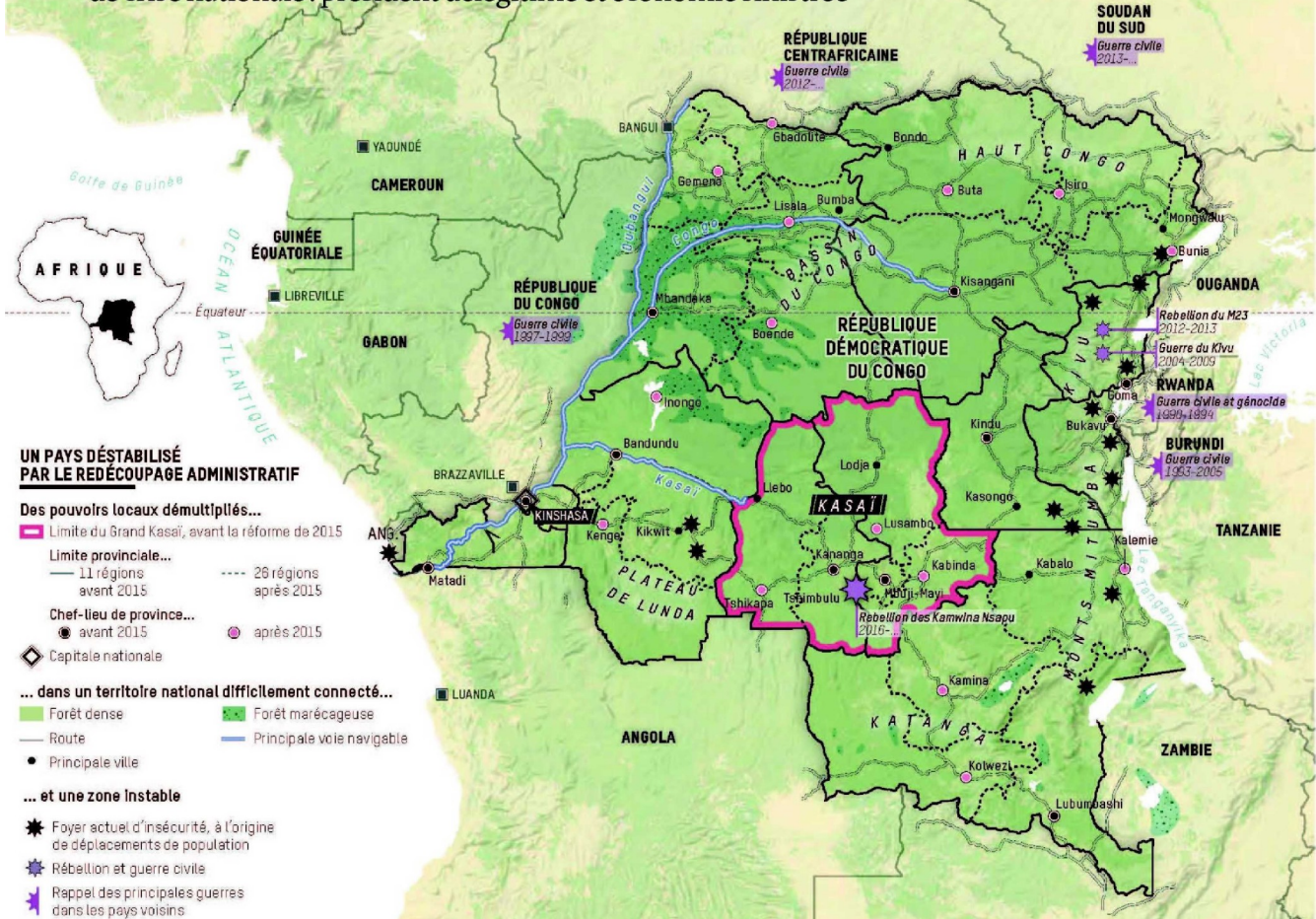
rités. La même année, Evariste Boshab soutenait la division des provinces congolaises. Conséquence : alors que Kananga était la capitale unique du Kasai, elle est devenue rivale de Tshikapa, riche de ses mines de diamants. Les chefs de Kananga et leurs populations luba, réputés favorables à l'opposition, ont été écartés du pouvoir local au profit de ceux de Tshikapa, issus des communautés pende et tshokwe.

Ce jeu politique est en passe de virer au désastre. Les milices anti-Kabila ont été soutenues par des chefs coutumiers, excédés par le régime. A l'inverse, la répression s'est aussi appuyée sur eux pour recruter des miliciens pro-gouvernement. Fin octobre, Evariste Boshab, sous sanctions européennes et américaines, a rassemblé à Tshikapa une centaine de chefs coutumiers. « Vous soutenez les milices ! » criaient les uns, « Vous êtes pour Kabila ! », rétorquaient les autres. En juillet 2017, le cousin de Jean-Pierre Mpandi a été désigné héritier. Le nouveau Kamwina Nsapu ne critique plus le régime. ■

P. BI (KANANGA ET TSHIKAPA, RDC, ENVOYÉ SPÉCIAL)

Le Kasai, miroir du délitement de la RDC

L'embrasement de la région s'inscrit dans un contexte de crise nationale : président délégitimé et économie sinistrée



LE KASAI, ENLISÉ DANS DES VIOLENCES POLITIQUES ET HUMANITAIRES

Une région riche en minéraux

- Permis d'exploitation minière, en juillet 2017
- Mines de disant, cobalt, cuivre, or...

Un foyer d'opposition au pouvoir de Kabila

Electorat de Joseph Kabila, à l'élection de 2011 (≥ 70 % des suffrages)



Electorat d'Etienne Tshisekedi, principal opposant, à l'élection de 2011 (≥ 70 % des suffrages)



Une spirale de violences

- Violences d'octobre 2016 à novembre 2017, commises par...
 - Forces de police et militaires gouvernementaux, 353 morts
 - Milices (Bana Mura, Tchokwe, Kamuina Nsapu, Pende), 953 morts
 - Non déterminé, 445 morts
- Enlèvement et assassinat de deux experts de l'ONU, le 12 mars 2017
- Base de la Monusco, mission de maintien de la paix de l'ONU en RDC depuis 1998, installée au Kasai en juillet 2017
- Attaques contre des églises
- Fosses communes (la Monusco en a recensé 87, dont une grande partie est attribuée aux forces gouvernementales)

1,7 million de personnes déplacées dans le Kasai depuis 2016

- Flux de réfugiés et déplacés
- Déplacés internes (57 / 220)
- Camps de réfugiés
- Zone d'intervention en situation d'insécurité alimentaire sévère
- Frontière fermée par l'Angola, asphyxiant la population

CARTOGRAPHIE
Xemartin Laborde et Charlotte Recoquillon

SOURCES
OCHA ; ACLED ; IPIS ; Monusco ; Carto n°44 ; Le Monde ; Cadastre minier de la RDC ; PAM ; CENI.